

nements civilisés, l'Europe, pour être impartiale et juste, n'aurait dû reconnaître que les transactions financières honnêtement contractées, au moins dans les conditions ordinaires des emprunts européens. Du moment où les capitalistes se conduisaient au Mexique comme dans une maison de jeu, l'Europe devait laisser le Mexique et les capitalistes européens s'arranger comme ils l'entendaient en matières financières, et ne jamais intervenir entre la banque et le joueur. En ce qui concerne l'assassinat des sujets européens, la question paraît plus facile à résoudre. Du moment où une puissance, civilisée ou non, accepte le concours des étrangers pour le développement de son industrie, de son commerce et de son bien-être, elle leur doit la sécurité de la vie. Cet axiome est tellement passé dans le code du droit des gens, que nous voyons aujourd'hui l'Angleterre, toujours si peu disposée à verser son sang, à dépenser son argent dans les expéditions lointaines ou proches, aller en Abyssinie et dépenser un demi-milliard pour faire recouvrer la liberté à trois ou quatre de ses nationaux.

Le cabinet espagnol était donc dans son droit en désirant appuyer par la force armée ses réclamations contre le Mexique; ce désir était parfaitement patriotique, national et conforme au droit des gens; il n'envoya pourtant que quelques petits navires à Tampico, et voici pourquoi. Le gouvernement de Zuloaga avait autorisé le général Almonte, alors ministre plénipotentiaire du Mexique à Londres, à terminer, par la voie diplomatique, le différend entre l'Espagne et le Mexique, promettant de poursuivre activement et de punir selon toute la rigueur des lois les assassins des sujets espagnols. Par le discours du général Prim, on a vu que cette promesse fut religieusement exécutée par Zuloaga. Le gouvernement espagnol, ne tenant aucun compte de la situation politique exceptionnelle du Mexique, voulait obtenir des avantages particuliers des conservateurs qui régnaient à Mexico. Son ministre à Londres, M. Gonzales Bravo, reçut l'ordre de ne pas accepter la *médiation* de l'Angleterre et de

la France dans le différend hispano-mexicain; il accepta pourtant ensuite leur *interposition de bons offices*.

Enfin, M. Mon vint à Paris, en qualité d'ambassadeur de l'Espagne; lors de sa première entrevue avec notre ministre des affaires étrangères, M. Walewski voulut tenter une nouvelle médiation, pour terminer le différend en question; M. Mon refusa. Cette affaire resta donc en suspens jusqu'à ce que M. Almonte reçut l'ordre de traiter directement avec le ministre espagnol. Peu de temps après eut lieu, entre ces deux personnages, le traité appelé : — Mon-Almonte. Dans ce traité, les difficultés furent abordées et plus ou moins résolues. Aussitôt après la signature du traité Mon-Almonte, les relations diplomatiques directes entre l'Espagne et le Mexique furent reprises; le ministre d'État espagnol adressa plusieurs dépêches à M. Mon, pour lui parler « de la convenance qu'il y aurait à ce que les gouvernements de France et de l'Angleterre s'unissent à celui d'Espagne pour *intervenir* au Mexique par les voies pacifiques. » En faisant allusion à ces dépêches, M. Mon disait aux Cortès, dans la séance du 7 janvier 1863 : — « Je partageais le désir de Sa Seigneurie, afin de mettre un terme à cette guerre dévastatrice, fratricide et indigne de la civilisation; mais la France et l'Angleterre se renfermaient dans leur refus, et l'Angleterre dit seulement qu'elle contribuerait à la pacification, à la condition qu'on imposerait la liberté des cultes au Mexique. » On le voit, l'idée de l'intervention anglaise, espagnole et française est née à Madrid, à la fin de l'année 1858.

Vers cette époque, le général Echeagaray se prononça contre le gouvernement à Ayutla et se fit partisan de Juarez. L'insuffisance du président Zuloaga, en matière administrative, était telle qu'il aurait été renversé de la présidence depuis longtemps, s'il n'avait eu pour lui des généraux aussi habiles que ceux qui se battaient pour le maintien de son pouvoir. Néanmoins, comme ces généraux étaient loin de la capitale, ceux qui se trouvaient à Mexico se réunirent le 23 décembre au couvent de San-Agustin — le général

D. Manuel Robles se trouvait à leur tête ; — ils se prononcèrent dans le sens du plan du général Echeagaray, moins Juarez pour président, et D. Manuel Robles fut chargé du gouvernement en attendant l'installation d'une assemblée pour nommer le président intérimaire. Juarez, qui rêvait pour lui le pouvoir absolu, ne voulut pas se ranger parmi les chefs conservateurs qui renversaient Zuloaga. Ne valait-il pas mieux en effet, pour le succès de ses desseins, profiter de la désunion du parti conservateur, que de jouer un rôle secondaire avec lui ? Zuloaga descendit donc du fauteuil de la présidence à la fin de l'année 1858, sans effusion de sang, par la seule volonté de quelques-uns de ses généraux.

Aussitôt que le général Miramon eut connaissance du pronunciamiento qui destituait Zuloaga, il adressa une énergique protestation au pays, déclarant qu'il refusait d'adhérer à ce mouvement, et se mit en route pour Mexico. Dès les premiers jours de janvier 1859, l'assemblée des représentants des départements se réunit dans la capitale et proclama président provisoire de la république le général D. Miguel Miramon. En son absence, le général Robles continua l'exercice de ses fonctions pour conserver l'ordre et veiller aux nécessités de la campagne contre les démocrates insurgés. Miramon fut, en outre, reconnu par les généraux et chefs de la garnison de Mexico, général en chef de l'armée mexicaine. Arrivé à Chapultepec, Miramon conféra au général D. Mariano Salas les pouvoirs dont était investi le général Robles, publia un décret qui rétablissait le plan réformé de Tacubaya, dans toute sa vigueur, et Zuloaga remonta naturellement sur le fauteuil de la présidence ; Miramon se contenta du titre de général en chef de l'armée. Cette conduite loyale et désintéressée doubla sa popularité ; il était déjà l'idole de son parti et de l'armée ; il devait bientôt en être le chef politique. Le 24 janvier 1859, le général Zuloaga fut solennellement réinstallé dans ses fonctions présidentielles ; mais écrasé par les difficultés de la situation, il nomma une semaine après Miramon prési-

dent substitut. Celui-ci accepta et prit officiellement possession de la présidence.

Les lettres de Santa-Anna du mois de janvier traitent plus particulièrement des événements déjà racontés ; mais ses appréciations méritent d'être connues... « Mon cœur, écrivait-il le 1<sup>er</sup> janvier, de Saint-Thomas, a été meurtri par la douleur, en apprenant les excès horribles de l'infâme démagogie à Guadalajara et la mort de mon cher Blancarte. Il me semble que Dieu a abandonné notre infortunée patrie à son misérable sort. Le monde est scandalisé de tant d'excès ; quelle honte ! Voilà le fruit des doctrines qu'avec tant de soin l'on a inculquées aux masses, et que j'ai voulu interdire autant que possible ; c'est à cela que je me suis appliqué pendant ma dernière administration.

« Je ne crois pas aux expéditions de l'Espagne, mais ce qui me paraît certain c'est l'occupation du Chihuahua et de la Sonora par les Yankees. Dans son message, Buchanan demande au congrès la permission d'envahir avec ses flibustiers le territoire mexicain et la concession ne lui sera pas refusée, parce que tous sont des voleurs de la même farine. Comment le Mexique, sans ami, pourra-t-il éviter un pareil malheur au milieu d'une anarchie aussi horrible ? Je le répète, le cœur se comprime en considérant les infortunes de la patrie et tant de souffrances et de misères. — A. L. de Santa-Anna. »

« Je vois, écrivait-il quinze jours plus tard, les affaires du Mexique un peu plus favorablement sous la présidence provisoire de Miramon ; sans doute, le pays reste encore dans un état très alarmant, à cause de la quantité d'aspirants au pouvoir de la patrie presque moribonde, et ceci peut amener le triomphe des démagogues qui occupent la plus grande partie du territoire... »

« Les affaires de notre patrie se compliquent de plus en plus, ajoutait-il le 31 janvier. Cette tourbe d'ambitieux qui sont descendus dans l'arène abrègeront ses funérailles. Aucun de ces misérables n'offre la moindre garantie de faire

quelque chose d'utile... La main de la Providence peut seule remédier à une situation aussi désespérée. — A. L. de Santa-Anna. »

Ne voulant pas aller au Mexique ajouter un élément de plus au désordre qui régnait dans ce pays, il écrivit le 15 février au général Woll qui se trouvait alors à la Havane... « Je crois très important que vous vous embarquiez par le prochain paquebot, afin de vous joindre aux forces assiégeantes de Vera-Cruz, sous les ordres de Miramon; il vous sera facile de débarquer à Sacrificios, pouvant vous transborder ensuite sur l'un des navires de guerre arrivés près de l'île. — A. L. de Santa-Anna. »

Ce n'était point aussi facile, mais un homme comme le général Woll valait à lui seul une armée; ce général avait la conscience de sa propre valeur; il connaissait le besoin qu'éprouvait le Mexique d'un chef expérimenté, loyal, sur lequel on pût compter; il ne voulut pas priver sa patrie adoptive des services immenses qu'il pouvait lui rendre. Il partit et réussit, après bien des dangers évités, à rejoindre les forces du gouvernement qui assiégeaient Vera-Cruz. La correspondance de Santa-Anna nous apprend que les services du général Woll furent immédiatement acceptés.

« Je suis très-heureux, lui écrivait-il le 24 mai, d'apprendre que le gouvernement de Miramon vous a rendu votre emploi de général de division et vous a nommé général en chef de la division d'opération à l'intérieur... J'en suis doublement heureux, parce que votre épée sera une charge bien lourde pour la canaille... elle coupera sans doute la tête de ce vandale Vidaurri! » — Et le 7 juin, il lui donnait le conseil suivant... « Pour aucun motif n'abandonnez comme base d'opération S. Luis Potosi, pour aller vous interner à Monterey... Mieux vaut de la lenteur dans les opérations que de les aventurer. Il est difficile de réparer des revers chez nous, d'après les dispositions du pays. »

Dans les lettres que je viens de citer de l'ex-dictateur, il est fait plusieurs allusions qui doivent être expliquées.

Mais auparavant, je dois dire que Miramon, peu de jours après son installation comme président provisoire ou substitut, était allé faire le siège de Vera-Cruz, laissant pour ministre à Mexico, aux affaires étrangères, D. Manuel Bonilla; à la justice, D. Isidro Diaz; à l'intérieur, D. Teofilo Marin; aux travaux publics, D. Octaviano Muñoz; aux finances, D. Gabriel Sagasetta; et à la guerre, le général D. Severo Castillo, remplacé depuis par le général D. Antonio Corona.

En 1858, après avoir installé à Vera-Cruz le siège de son gouvernement, Juarez dépêcha à Washington un envoyé du nom de Mata, pour y négocier un emprunt, acheter des armes, des munitions de guerre et demander la reconnaissance de Juarez par les États-Unis, comme président légal. Le cabinet de Washington y était très disposé depuis que Zuloaga avait refusé d'accepter les propositions de M. Forsyth, pour la cession d'une partie des frontières du nord; aussi, profitant d'une occasion si favorable, M. Buchanan mit pour condition à son consentement la confirmation du traité de 1850, exigea que les droits de la compagnie concessionnaire de Tehuantepec fussent précisés dans une convention nouvelle, et réclama des privilèges pour le commerce américain.

En sa qualité d'Indien Zapotèque, Juarez s'inquiétait fort peu de l'intégrité du territoire mexicain, je dirai même plus; en 1847, étant alors gouverneur de Oajaca, il menaçait, après la chute de Mexico, Santa-Anna de le faire fusiller s'il venait sur son territoire; depuis, les actes politiques de Juarez démontrent également, soit un égoïsme personnel poussé jusqu'au sacrifice du Mexique à son ambition privée, soit un désir secret — émanant sans doute d'une tradition de race — d'humilier, d'asservir, d'anéantir la nation mexicaine, comme son pays avait été humilié, asservi par les rois du Mexique. Un fait digne de remarque, c'est que si les gouvernements conservateurs mexicains sont loin d'être exempts de reproches, ils ont toujours su conserver l'intégrité du territoire national; le démembrement de la république et les

traités de concessions de privilèges onéreux ont toujours été faits sous des gouvernements démocrates. Le traité de la Mesilla seul serait une exception si Santa-Anna n'avait point trouvé cette question pendante en 1853; et l'on a vu que cette rectification de frontière, véritable cession après tout, était assez insignifiante et fort bien payée.

M. Mac-Lane fut donc envoyé, en 1859, auprès de Juarez, et bientôt le ministre américain conclut avec l'Indien rebelle un traité dont voici les principales dispositions : « Est concédé aux Américains à perpétuité le droit de transit sur l'isthme de Tehuantepec, par quelque chemin que ce soit existant ou à créer; l'établissement de deux ports, l'un sur l'Atlantique et l'autre sur le Pacifique; le gouvernement de Mexico n'aura aucun droit sur les marchandises transitant par l'isthme, si ce n'est sur celles destinées à la consommation intérieure de la république. Le Mexique s'engage à protéger par la force des armes la compagnie américaine, hommes et choses, et s'il est dans l'impossibilité de le faire, la charge en incombe de droit aux États-Unis. Est concédée la libre entrée et le transit de toutes marchandises appartenant ou consignées aux Américains de la Arizona, par les ports du golfe du Mexique, depuis Matamoros, Camargo, ou tout autre point de Rio Grande jusqu'au port de Mazatlan, à l'entrée du golfe de Californie; depuis le rancho de Nogales, ou tout autre point qui conviendra aux Américains, jusqu'à Guaymas, ceux-ci se réservent le droit de choisir les marchandises qu'ils voudront bien admettre à la vente dans les deux pays. Les Américains ont également le droit de passage pour des troupes et des munitions de guerre, par tout chemin qui leur plaira, depuis Guaymas jusqu'au rancho de Nogales ou tout autre point à leur convenance à travers la Sonora. » Sauf une souveraineté nominale, ce traité, appelé Mac-Lane, était une vraie concession faite aux États-Unis du territoire mexicain. Dans une dernière clause, le gouvernement de Juarez indiquait son bon vouloir d'accepter le protectorat des États-Unis, en cas de besoin. Ce protectorat

constituait une intervention militaire permanente, sous le prétexte de protéger les citoyens américains, pendant les révolutions mexicaines.

Juarez, n'ayant d'autre souci que de se voir reconnaître par le gouvernement des États-Unis, ne marchandait pas le prix auquel fut attachée cette reconnaissance. Il se contenta de quatre millions de piastres dont la moitié devait être affectée aux créances américaines, l'autre moitié seulement devait être remise à Juarez. On se rappelle qu'en 1848, les Américains voulaient payer vingt millions de piastres, la seule concession de l'affaire de Tehuantepec! Juarez mettait le Mexique au rabais pour être reconnu président constitutionnel; mais il vendait son pays sans aucun droit, sans aucun titre et en violant cette constitution de 1857, au nom de laquelle il se constituait lui-même président, de sa propre autorité. En effet, cette constitution, comme toutes les constitutions mexicaines, imposait l'obligation de soumettre à l'approbation du congrès, avant de les promulguer, toute loi intérieure, tout traité international. Où donc était cette légalité constitutionnelle qui devait légitimer ses actes? On comprend que les Américains aient cru pouvoir traiter avec Juarez; depuis longtemps ils considéraient le Mexique comme une proie légitime, naturelle; pour s'en emparer graduellement, ils ne reculent devant aucun moyen, mais la conduite de Juarez serait inqualifiable si elle n'était expliquée par des actes plus récents; elle n'indiquait pas une simple ineptie; ses nouvelles tentatives pour contracter des emprunts en hypothéquant la Basse-Californie, le Chihuahua, la Sonora et le Sinaloa prouvent assez la criminalité réfléchie de son système.

La conclusion du traité Mac-Lane suscita dans tout le Mexique des cris d'indignation. Parmi les nombreuses protestations officielles et privées que je me suis procurées, presque toutes commencent par prouver que ce traité n'a aucune valeur; qu'un traité non approuvé par le congrès est nul, lors même qu'il serait revêtu de la signature du pou-

voir exécutif légal, quand ce pouvoir n'a pas les droits discrétionnaires conférés à Santa-Anna en 1853, et retirés depuis 1855. « Jamais, dit Miramon dans sa protestation, je n'accéderai à un semblable traité. Placé par la Providence à la tête de la nation, je suis profondément pénétré de la responsabilité qui pèse sur moi dans une crise aussi grave. Dieu m'a donné la victoire dans une guerre intestine, j'espère qu'il me la donnerait dans une guerre entreprise pour l'indépendance de ma patrie, pour la défense de sa religion et l'intégrité de son territoire. » Une autre de ces plus éloquents protestations dit : — « Quand la presse des États-Unis a commencé à parler du traité Mac-Lane, donnant des détails sur les transactions de MM. Mata et Lerdo de Tejada avec le cabinet de Washington, les vrais Mexicains, ceux qui savent ce qu'importent l'honneur et l'amour de la patrie, n'ont pas voulu croire aux dégradantes et honteuses manœuvres de ces traîtres. » Mais il n'est nullement besoin d'invoquer le témoignage des Mexicains pour flétrir la conduite de Juarez vis-à-vis de son pays, ces faits parlent assez éloquemment par eux-mêmes, pour que leur auteur soit jugé selon son mérite.

Les événements qui se passaient dans les plaines de la Lombardie et ceux qui se préparaient aux États-Unis, vinrent entraver l'exécution du traité Mac-Lane. L'armistice de Villafranca surprit les Américains au moment où M. Lerdo de Tejada allait contracter un emprunt pour Juarez, au moment où l'on se disposait aux États-Unis à donner le premier coup de pioche à Tehuantepec. M. Buchanan ne se dissimula point la gravité de ces événements. Il comprit que la crise européenne ainsi terminée avant que les États-Unis en eussent profité, l'Europe retrouvait sa liberté d'action avec laquelle il fallait nécessairement compter. Aussitôt il donna l'ordre de suspendre toute négociation avec Juarez. Dans son message, M. Buchanan se plaint de toutes les républiques américaines; il demande des réparations par les armes, « parce que, dit-il, l'anarchie de ces répu-

bliques est devenue pour la liberté du transit et les intérêts généraux, un danger impossible à tolérer davantage. » En conséquence, il demande au congrès l'autorisation « d'employer les forces de terre et de mer de la confédération pour empêcher le transit d'être entravé ou fermé par le désordre et la violence. » En réalité, M. Buchanan demande à être investi d'une véritable dictature contre l'étranger. Son message n'est qu'une longue négation des souverainetés nationales, dont il veut pourtant admettre le principe. En général les mots liberté, droits constitutionnels, dans la bouche de ces personnages qui méprisent et foulent sans cesse aux pieds la liberté et les droits constitutionnels d'autrui, sont des mots prononcés pour les sots et cachent ce *chantage* politique qui n'est que de l'infamie, rarement déguisée.

M. Buchanan va plus loin, il demande également un crédit pour acheter l'île de Cuba, et laisse entrevoir que si l'Espagne se refuse à vendre « la Reine des Antilles », on la lui prendra par la force des armes. Il introduit ouvertement la nouvelle politique américaine, éclosée par l'indifférence ou l'apathie de l'Europe en matières transatlantiques, c'est à dire l'expropriation des nationalités espagnoles dans le nouveau monde, pour cause d'utilité américaine. Néanmoins, dans la question mexicaine, il insère quelques phrases pour endormir la susceptibilité des États européens qui pouvaient se révolter en présence de pareilles prétentions : — « Est-il possible, dit-il en parlant du Mexique, qu'un tel pays soit abandonné à l'anarchie et à la ruine, sans qu'il soit fait quelque effort pour le délivrer et le sauver? Les nations commerçantes du monde qui ont tant d'intérêts engagés au Mexique, resteront-elles indifférentes à ce résultat? Les États-Unis surtout, qui doivent avoir avec le Mexique le plus grand nombre de relations commerciales, laisseront-ils cet État voisin se détruire lui-même et les ruiner? Sans appui, le Mexique ne saurait reprendre sa position parmi les nations, ni entrer dans une carrière féconde en bons résultats. Cette assistance, exigée à la fois par son intérêt et celui du com-

merce en général, c'est au gouvernement des États-Unis à la lui donner en raison de son voisinage immédiat et en raison de notre politique qui n'admet pas l'intervention d'une puissance européenne quelconque dans les affaires intérieures de cette république. » Du moment où les États-Unis voulaient être du Mexique le maître nominal, par le commerce et l'industrie, ou le maître effectif par la conquête ou l'annexion, il était naturel qu'ils s'élevassent contre l'intervention des puissances européennes, car au lieu d'avoir en face d'eux un peuple anéanti par la guerre civile et l'absence complète de vertus civiques, les États-Unis auraient eu devant eux une ou plusieurs puissances à même de leur tenir tête et peut-être de les écraser.

On a vu, par l'histoire de l'élévation et de la chute de tous les gouvernements mexicains, que la cause de cette élévation et de cette chute était uniquement le manque d'argent ; quelquefois les lois arbitraires contre le clergé précipitaient le renversement des gouvernements démocratiques qui les décrétaient, mais c'était parce que le clergé prêtait son concours pécuniaire aux généraux conservateurs disposés à se prononcer contre le pouvoir alors établi. Les convictions politiques n'avaient aucune influence sur cette bascule gouvernementale. Juarez, étant le maître de Vera-Cruz, trouvait dans le revenu des douanes des ressources précieuses qui faisaient défaut à Miramon ; tant que Juarez restait en possession de ces ressources, n'eût-il pas un seul partisan dans toute la république, il était sûr de maintenir ses prétentions à la présidence et son gouvernement fictif. Miramon ne l'ignorait pas, et c'est pourquoi il quitta la capitale pour venir assiéger Vera-Cruz.

Le soldat mexicain, arraché de force à sa chaumière, à sa famille, à ses travaux, n'avait aucune raison pour se battre en faveur d'un parti plutôt que d'un autre, il désertait aussitôt qu'il n'était plus payé ; il fallait donc s'emparer de Vera-Cruz pour se procurer des ressources qui faisaient défaut, et prévenir la désertion de l'armée conservatrice. Les

conservateurs et le clergé surtout, sentant que Zuloaga et Miramon étaient les défenseurs de leurs droits, apportèrent au commencement de ces deux administrations leurs deniers, pour faire rappeler la loi de 1857 sur le désamortissement des biens de mainmorte. Une fois cette loi rappelée, les secours du clergé devinrent rares et finirent par cesser tout à fait. Ne pouvant tirer aucun revenu du pays, tant épuisé par ces éternelles révolutions, et ne recevant plus de ses partisans aucun secours, Miramon se vit bientôt réduit au triste expédient des contributions extraordinaires et des emprunts forcés, pour subvenir aux nécessités de son gouvernement.

A peine Miramon était-il parti pour Vera-Cruz, que Degollado arrive de Guanajuato à marches forcées sur la capitale, à la tête d'une armée respectable par le nombre. Le 21 mars, il s'empare de Tacubaya, de Chapultepec, et le 2 avril Mexico est complètement entourée par les forces révolutionnaires. Le général D. Leonardo Marquez, en apprenant la marche de Degollado, quitte Guadalajara, le poursuit avec mille hommes seulement et neuf pièces d'artillerie, ne laissant que quinze cents hommes à son lieutenant le général D. Luis Tapia, et arrive à Mexico. La bataille commence le 11 avril à Tacubaya ; les forces de Degollado sont mises en déroute par Marquez, secondé par Miramon qui arrive pendant le combat. La capitale redevenue libre, Marquez part pour Toluca, dans l'intention de détruire les bandes formées avec les fugitifs de Tacubaya, il traverse le Michoacan, reprend Tepic, défait à San Juan de los Lagos, les bandes de Doblado qui avait repris la campagne, malgré la convention de Silao, et retourne à Guadalajara.

A San Juan de los Lagos, Marquez avait été chargé par le général Woll de conduire provisoirement à Guadalajara un convoi d'argent qui ne pouvait être embarqué à Vera-Cruz, et qui appartenait au commerce. Arrivé à Guadalajara, Marquez se trouvait dans une position désastreuse. Le gouvernement devait à ses troupes plus de cent dix-sept mille piastres ; ses soldats et ses officiers n'avaient ni solde, ni